

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 20 au 24 janvier 2025

Le chiffre de la semaine

LE CHIFFRE A RETENIR

23,7 %

C'est la part de marché d'Octopus Energy sur le marché de fourniture d'énergie aux ménages en 2024. Le groupe revendique 12,9 M de comptes (gaz et électricité confondus) pour 7,3 M de ménages desservis. Octopus Energy est ainsi devenu le premier fournisseur du pays, détrônant British Gas qui était en tête depuis 40 ans.

Energie-climat

Le Premier ministre Keir Starmer refuse de condamner la décision du Président Trump de se retirer des Accords de Paris

Alors que le Commissaire européen chargé du climat, Wopke Hoekstra, a qualifié la décision du Président Trump de se retirer des Accords de Paris de « *sincèrement regrettable* », le Premier ministre britannique Keir Starmer a refusé de commenter cette décision. Le 10 Downing Street s'est borné à rappeler que les Etats-Unis étaient un allié indispensable et que ce retrait faisait partie du programme électoral du candidat Trump. Un porte-parole de Downing Street a précisé que le Royaume-Uni restait fortement engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique et continuera à travailler avec tous les pays.

Le port de Belfast investit 300 M£ pour soutenir le développement de l'éolien en mer

Dans sa nouvelle stratégie [Advance Regional Prosperity 2025-2029](#), le port de Belfast prévoit d'investir plus de 300 M£ au cours des 5

prochaines années, dont 208 M£ pour les infrastructures portuaires et 105 M£ pour le développement du front de mer. Ces investissements prévoient notamment la construction d'un nouveau quai en eaux profondes pour accueillir des activités d'assemblage et de maintenance d'éoliennes en mer. Le port de Belfast a déjà servi de base pour la construction de près de deux tiers des projets développés entre 2013 et 2018 et plus de 30 projets d'éolien en mer sont prévus dans un rayon de 200 km autour de Belfast, représentant une capacité de plus de 30 GW.

Le gouvernement veut limiter les recours contre les grands projets d'infrastructure

Le Premier ministre Keir Starmer a [annoncé](#) une rationalisation des voies de recours (*judicial review*) à l'encontre des projets d'infrastructure d'intérêt national. Selon les propositions du gouvernement, qui figureront dans le projet de loi sur les infrastructures en cours de préparation, les plaignants ne pourront plus former une requête écrite auprès de la *High Court* contre ces projets. Elles devront convaincre le juge d'admettre leur recours à l'occasion d'une audience. En outre, les recours jugés « totalement infondés » (« *totally without merit* ») par le juge ne pourront pas faire l'objet d'un appel devant la *Court of Appeal*.

Grâce à cette réforme, le gouvernement espère réduire les délais et les coûts induits par des recours abusifs, alors que 58 % des décisions relatives à des projets d'infrastructure font l'objet de recours, pour un coût total de 121 M£ et un délai moyen de procédure de 18 mois. Le gouvernement a promis d'autoriser 150 projets d'infrastructure pendant sa mandature.

Hydrogène – Dans son dernier [rapport](#), l'association professionnelle *Hydrogen UK* presse le gouvernement de clarifier sa position sur le rôle que peut jouer l'hydrogène dans la décarbonation du système électrique d'ici 2030. *Hydrogen UK* recommande la construction ou la conversion de centrales à gaz en centrale à hydrogène afin de disposer de capacités de production d'électricité pilotables et bas-carbone.

Rénovation énergétique – Au terme d'une enquête menée par le certificateur *TrustMark*, le *Department for Energy Security and Net Zero* (DESNZ) a suspendu la participation de 39 entreprises aux dispositifs *Energy Company Obligation 4* et *Great British Insulation Scheme* du fait de la piètre qualité des travaux d'isolation qu'elles ont menés. Des personnels qualifiés vont refaire gratuitement les travaux au bénéfice des ménages victimes de ces malfaçons.

Environnement

Le gouvernement approuve le plan du Greater Manchester pour réduire la pollution de l'air

Le gouvernement a validé le [plan du Greater Manchester](#) pour lutter contre la pollution de l'air. Ce plan propose une alternative à la mise

en œuvre d'une zone à faible émission (*Clean Air Zone*), que la métropole ne souhaitait pas instaurer, à rebours de la doctrine définie par l'administration centrale. Le Department for Environment, Food and Rural Affairs (DEFRA) et le Department for Transport (DfT) ont jugé que les mesures contenues dans le plan, qui prévoit notamment un investissement de 86 M£, l'achat d'une nouvelle flotte de 117 bus zéro ou faibles émissions et la création de zones à trafic réduit, permettront de respecter les obligations de réduction des émissions de dioxyde d'azote fixées par la loi.

Le DEFRA refuse d'autoriser l'utilisation exceptionnelle d'un pesticide néonicotinoïde pour traiter des cultures de betterave

Le [DEFRA](#) a rejeté la demande de la *National Farmers Union* et de *British Sugar* de traiter des cultures de betterave au Cruiser SB, un pesticide néonicotinoïde, en cas de risque de contamination par un virus. Le DEFRA s'est appuyé pour rendre sa décision sur une littérature abondante et univoque sur la toxicité de ce pesticide sur les pollinisateurs, au grand dam des agriculteurs qui dénoncent la concurrence déloyale du sucre importé de pays où ces traitements sont autorisés. Sans nier l'exposition des cultures aux virus, le DEFRA privilégie la recherche d'alternatives moins nocives et a rappelé son engagement à interdire complètement ces pesticides néonicotinoïdes.

Transports

Easyjet a réduit ses pertes de moitié au T4 2024 et confirme s'attendre à un bénéfice de 700M£ en 2025

Easyjet a [publié](#) une déclaration intermédiaire sur ses résultats du quatrième trimestre 2024 (1^{er} trimestre de l'exercice 2024/2025), indiquant s'attendre à un CA de 2Md£ et à une perte avant impôts de 61M£, contre 1,8Md£ de CA et 126M£ de perte au T4 2023. Easyjet explique notamment cette amélioration par une hausse du trafic (+7%, avec 21 millions de passagers transportés) et des capacités déployées (+11%), qui se sont conjuguées à une réduction des coûts du carburant (-13%). Selon Easyjet, la dynamique des réservations confirme ses attentes d'un bénéfice avant impôts de 700M£ pour l'exercice 2024/2025.

IAG soutient la construction d'une usine de production de carburants d'aviation durables à partir de pneus

IAG, qui détient notamment les compagnies British Airways et Iberia, a [annoncé](#) avoir investi dans la société Wastefront afin de lui permettre de commencer la construction d'une unité de production de carburants d'aviation durables à partir de pneus usagés à

Sunderland. Wastefront prévoit d'investir 100M£ dans cette unité, qui devrait être opérationnelle en 2026.

Mobilité électrique – L'opérateur de points de charge pour véhicules électriques PodPoint a annoncé que son CA pour 2024 serait d'environ 53M£, soit plus de 10% de moins qu'attendu, en raison « d'une demande plus faible que prévue sur le marché des VE pour les particuliers ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr